



La Lorraine dans la Grande-Région : la nouvelle frontière

Avec une population voisine de 11,4 millions d'habitants, dont 5,3 millions d'actifs et 4,7 millions d'emplois, la Grande-Région réalise un Produit Intérieur Brut de près de 280 milliards d'euros en 2006. Territoire transnational au cœur de l'Europe, il est composé de quatre régions (deux allemandes, une belge et une française) et d'un État-nation (le Luxembourg), ancrés dans un passé commun. L'héritage industriel en constitue une dimension incontournable. Il pèse actuellement sur le dynamisme de la zone. Toutefois, pensée à l'échelle de la Grande-Région, l'industrie peut jouer un rôle d'entraînement sur l'économie.

Dotée de ses propres institutions et bénéficiant de divers mécanismes de coopération interne, la Grande-Région constitue une réelle entité humaine et économique caractérisable par d'intenses interrelations. Ces échanges sont fréquemment stimulés par des disparités territoriales qui constituent autant de complémentarités et d'opportunités économiques. L'aspect le plus flagrant est le phénomène du travail frontalier qui permet à la croissance économique luxembourgeoise de s'alimenter de la population active disponible des zones limitrophes. Il en va ainsi d'autres interactions, plus ou moins liées entre elles, qui s'expriment dans des champs divers : création d'entreprise, économie résidentielle, commerce, tourisme, culture, etc. Il faut toutefois veiller à la soutenabilité de ce modèle centre-périphérie. Enfin, la prise de conscience de l'espace interrégional peut encore progresser. La coopération statistique y contribue en dessinant un visage démographique, économique et social à la Grande-Région.

SAVOIR POUR AGIR

statec
LUXEMBOURG

Statistisches Landesamt
RHEINLAND-PFALZ

Saarland
Statistisches Amt

INEPS

INSEE
LORRAINE

Au 1^{er} janvier 2007, la Grande-Région abrite une population de près de 11,4 millions d'habitants, soit un effectif voisin de l'Île-de-France (11,6 millions d'habitants) et supérieur à celui d'un État-nation telle que la Suède (9,1 millions d'habitants). Cette population est répartie assez irrégulièrement entre les cinq régions, de 4,2% au Luxembourg à 35,8% en Rhénanie-Palatinat en passant par 20,6% en Lorraine.

En 2006, plus de 111 500 naissances ont eu lieu sur le territoire de la Grande-Région. Soit un taux moyen de natalité de 9,8 pour 1 000 habitants, qui s'étage de 6,9 en Sarre jusqu'à 11,8 en Lorraine. Et plus de 114 500 décès sont intervenus au cours de cette même année.

La densité de la population est elle-même variable sur le territoire, allant du simple au

quadruple entre la Lorraine (moins de 100 habitants au km²) et la Sarre (plus de 400 habitants au km²). La superficie totale de la Grande-Région s'établit à 65 401 km², la Lorraine couvrant le plus grand territoire (23 547 km²) avant la Rhénanie-Palatinat (19 853) et la Wallonie (16 844).

Embellie démographique depuis 1990

Depuis 1970, date à laquelle la population s'établissait déjà à 10,6 millions d'habitants, la Grande-Région a connu deux phases démographiques. La première, de stagnation, a duré jusqu'à la fin des années 80 avant que s'engage une croissance sensible au cours des deux décen-

nies suivantes. Entre 1990 et 2007, l'effectif total a progressé de 6%, soit à un rythme annuel de plus de 0,3%.

Ce profil coudé sur longue période est observable en Lorraine, Wallonie et Rhénanie-Palatinat, alors que la croissance a été plus régulière au Luxembourg. Quant à la Sarre, le redressement de début 90 n'a duré qu'une décennie avant qu'un nouveau recul de la population se produise au tournant du 21^e siècle.

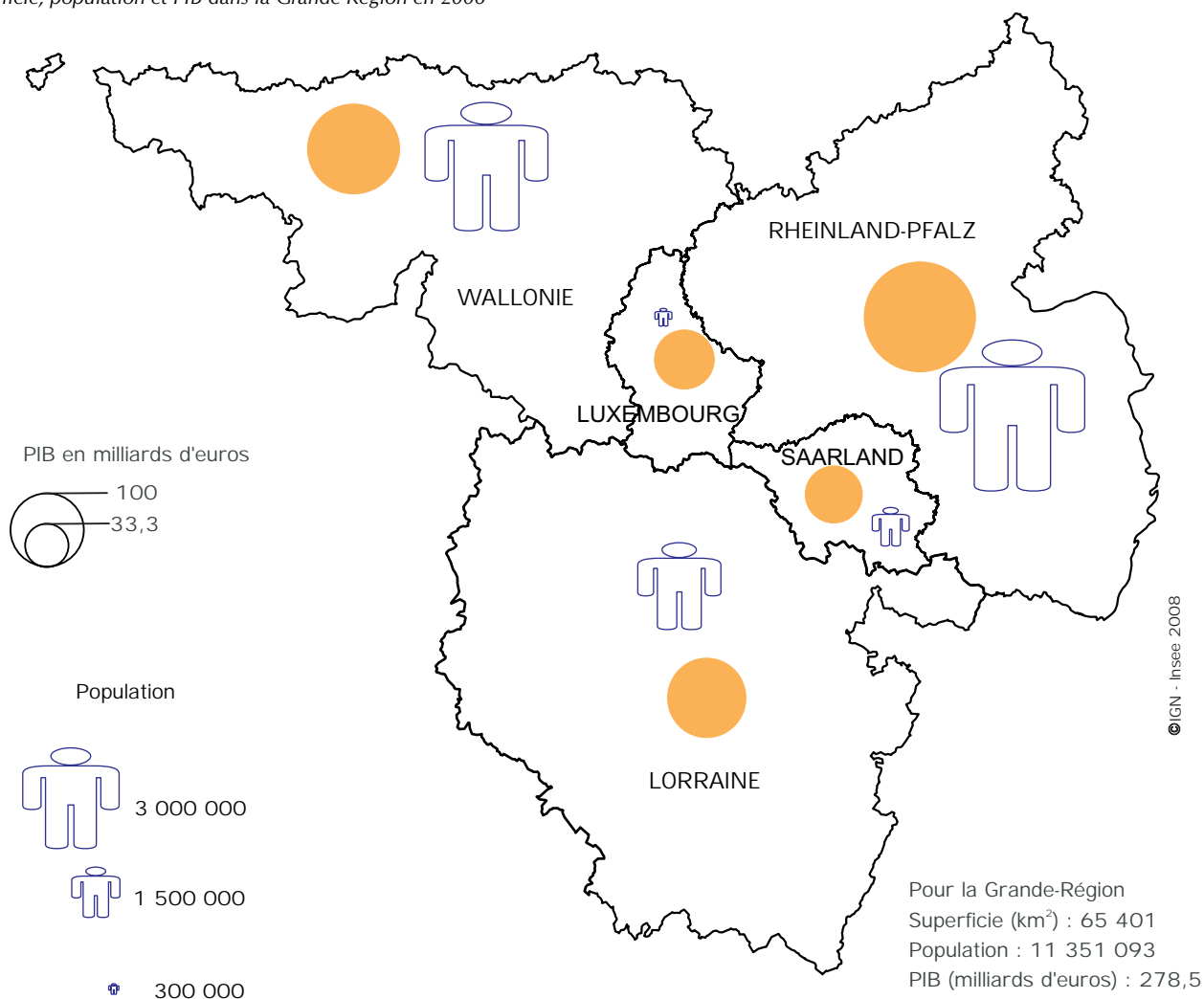
Depuis 1992, les moteurs démographiques diffèrent d'une région à l'autre. À la vigueur relative du solde naturel en Lorraine vient s'ajouter le dynamisme migratoire de la Rhénanie-Palatinat et du Luxembourg, avec pour consé-

quence un bilan «grand-régional» globalement positif. Il s'est accompagné d'un vieillissement de la population. Dans la Grande-Région, le rapport des effectifs de 60 ans et plus à ceux de 20 à 60 ans est passé de 37% à 42% entre 1990 et aujourd'hui.

Ce phénomène a été porté principalement par les deux Länder allemands, dont les taux atteignent 48% (Sarre) et 46% (Rhénanie-Palatinat) en fin de période. En revanche, le plus faible taux est observable au Luxembourg (33%), du fait de l'impact non négligeable d'une immigration massive, particulièrement chez les 25-34 ans. La Lorraine se situe dans une situation intermédiaire avec un ratio de 37%.

11,4 millions d'habitants dans la Grande-Région en 2006

Superficie, population et PIB dans la Grande-Région en 2006



Source : Portail statistique de la Grande-Région

Une Grande-Région en déficit de croissance

Depuis 1990, l'emploi disponible sur le territoire a progressé de près de 10%, tandis que les populations active et active occupée résidentes ont évolué plus modestement, à un rythme voisin de l'ensemble de la population (6%).

Le travail frontalier est à l'origine de cette distorsion en puisant ces ressources au-delà des frontières de la Grande-Région. En conséquence, les taux d'emploi des résidents y demeurent plus faibles que dans le reste de l'Union Européenne, en particulier en Wallonie et en Lorraine.

La croissance économique s'est établie quant à elle à un rythme annuel de 3,1%. Cette évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) situe la Grande-Région à un niveau de performance inférieur à celui de la France (3,4%) ou de la Belgique (4,3%), mais au-dessus de celui de l'Allemagne (2,7%).

Tandis que la croissance luxembourgeoise tire le PIB grand-régional vers le haut, chacune des autres régions est moins dynamique que l'économie nationale à laquelle elle appartient. À des effets de structure défavorables peuvent s'ajouter des contre-performances sectorielles locales (ou effets géographiques négatifs).

Par ailleurs, du fait de gains de productivité parfois élevés dans des secteurs industriels encore très présents dans la Grande-Région, la croissance de la valeur ajoutée ne nécessite pas systématiquement celle des effectifs employés.

En Lorraine, la forte présence en début de période des industries des biens intermédiaires, dont la dynamique nationale a été modeste (croissance de +20% de la valeur ajoutée à prix courants en une décennie et demie contre +74% dans l'ensemble de l'économie), a été entachée par une évolution régionale du secteur encore plus défavorable.

En Wallonie, si la structure de son économie ne constitue plus un handicap par rapport à celle de

l'ensemble du royaume, elle souffre aussi d'un effet géographique négatif tout au long de la période.

Quant à la Rhénanie-Palatinat et la Sarre, elles font partie des régions allemandes qui connaissent des performances moyennes voire faibles, à l'écart des deux axes de compétitivité que sont à l'ouest Francfort/Main - Munich - Milan et à l'est Saxe - Thuringe au sud de l'ex-RDA.

Seul le Luxembourg a connu une croissance exceptionnelle entre 1985 et 2000 (taux annuel de 5%), avant de subir une brutale décélé-

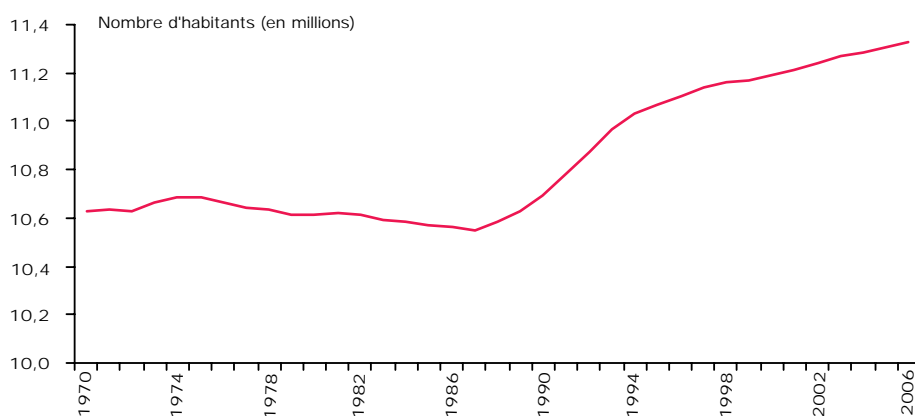
ration en 2001 puis le retour en fin de période à des niveaux satisfaisants. Toutefois, son poids dans la Grande-Région (12% du PIB) est insuffisant pour tirer à lui seul une zone manifestement en déficit de croissance.

Penser l'industrie à l'échelle de la Grande-Région

En fin de période, une spécialisation économique perdue : chaque région dispose d'une structure industrielle plus marquée que son économie nationale, de même que

Changement de régime à partir de 1990

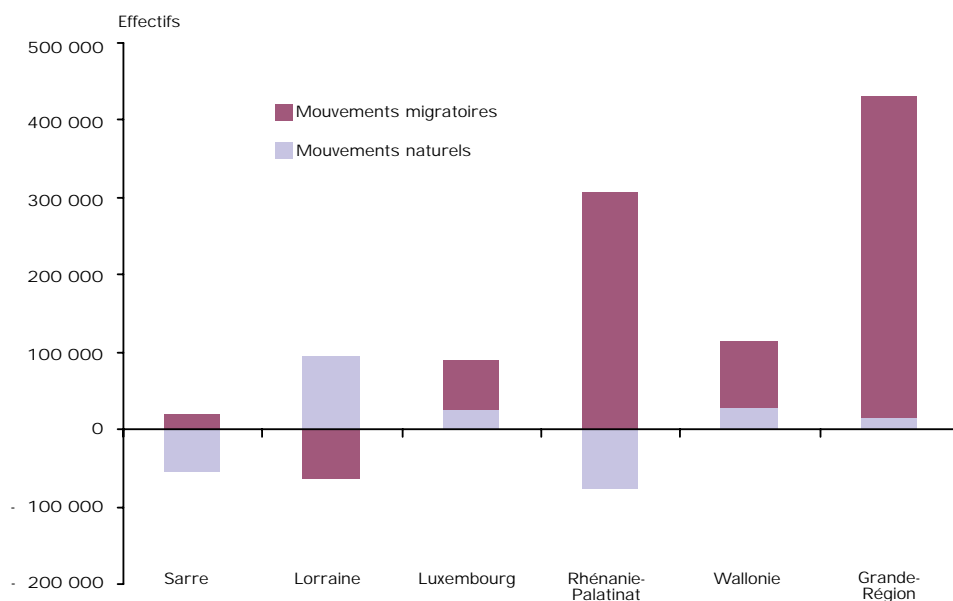
Population de la Grande-Région entre 1970 et 2006



Source : Portail statistique de la Grande-Région

Le moteur migratoire dominant

Les facteurs d'évolution démographique dans la Grande-Région entre 1992 et 2007



Source : Portail statistique de la Grande-Région

la Grande-Région par rapport à l'UE27.

Mais les économies nationales diffèrent significativement. À une Allemagne encore fortement industrielle (25% de la valeur ajoutée) s'oppose une France (15%) où la désindustrialisation est la plus

avancée par rapport à tous les autres grands pays européens. Toutefois, ce processus ne s'est pas produit seulement dans l'hexagone et en Lorraine, l'ensemble de la Grande-Région ayant dû faire face par le passé au déclin des industries dites traditionnelles, extraction minière et sidérurgie.

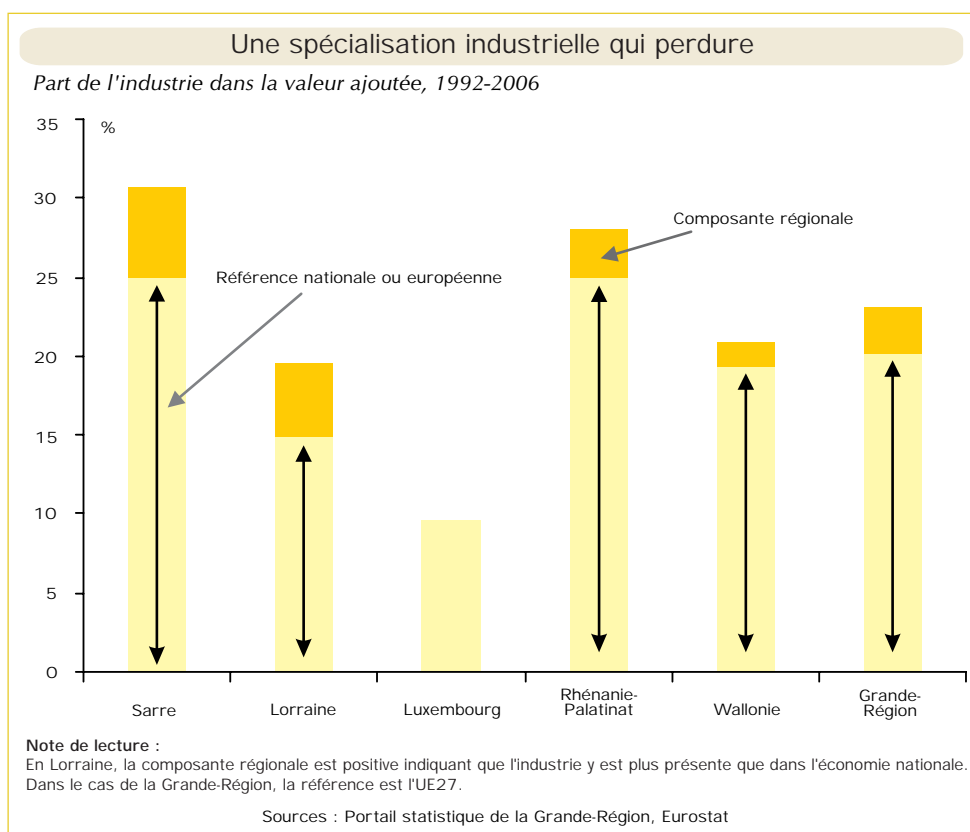
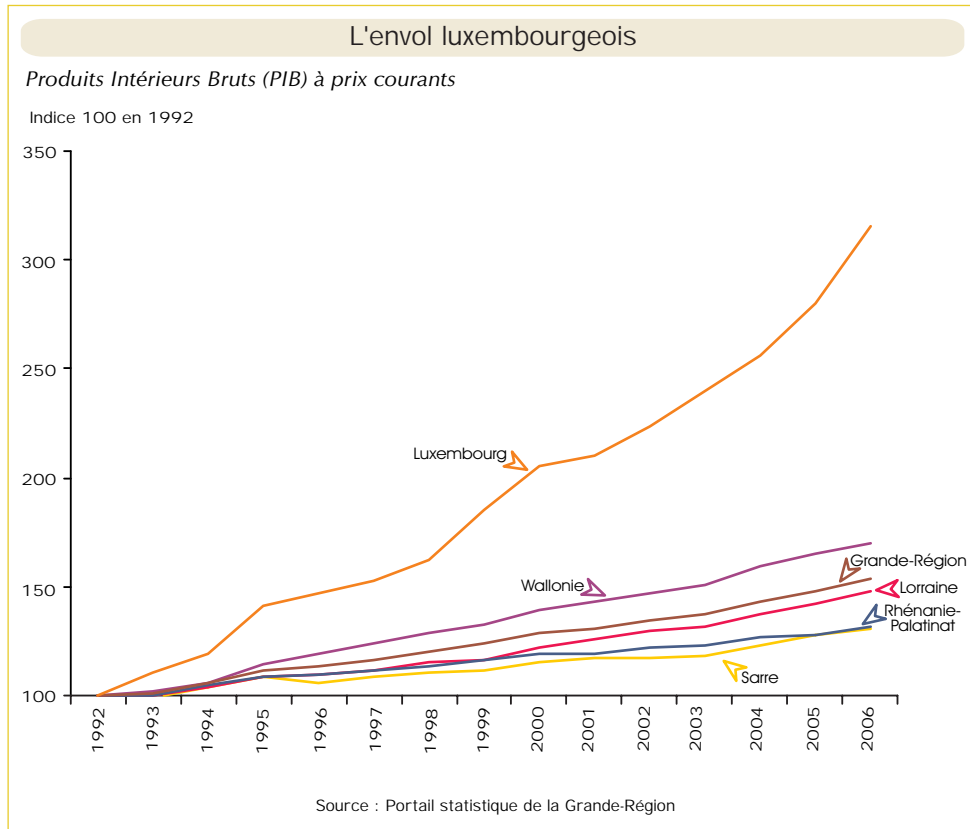
Si les exigences permanentes de modernisation s'imposent à elle, l'industrie ne constitue néanmoins pas un fardeau pour l'économie de la Grande-Région. En s'appuyant sur les compétences acquises par le passé, l'industrie peut continuer à fournir un volume d'emplois appréciable et stimuler par sa capacité d'entraînement les secteurs de services aux entreprises. Dans un contexte d'intenses flux commerciaux d'import/export croisés au sein de la Grande-Région, une implantation industrielle sur son territoire est susceptible de profiter à l'ensemble de ses composantes régionales. Dans le domaine du marché du travail, ces externalités positives sont flagrantes. Le maintien de l'activité industrielle dans le sud du Luxembourg profite d'abord et de façon croissante aux frontaliers et notamment aux Lorrains.

Il n'en reste pas moins que les secteurs des services ont été déterminants. Le développement luxembourgeois s'est appuyé fortement sur la production de services financiers vendus sur le marché mondial. Cela se traduit par une contribution élevée de ce secteur tant à la croissance qu'au commerce extérieur luxembourgeois, ainsi que par une volatilité marquée propre à une petite économie tournée vers l'extérieur.

Dans les autres régions, le développement des services a toutefois été plus endogène. À côté des services sociaux, de la fonction publique et ceux de proximité aux personnes, les branches de services aux entreprises (logiciels, recherche, logistique, etc.) ont interagi fortement avec l'économie résidente et ont permis la modernisation des activités industrielles ainsi que le maintien d'un potentiel exportateur élevé.

Le Luxembourg au cœur du réacteur

Avec une périphérie à développement modeste et un centre luxembourgeois doté d'une croissance riche en emplois, accompagner la diffusion spatiale de cette croissance constitue en soi un enjeu. Le fait le plus significatif des rela-



tions centre-périphérie est constitué par le travail frontalier qui converge vers le Grand-Duché. En 2007, en moyenne 136 000 salariés, dont la moitié sont lorrains, venaient travailler au Luxembourg en y représentant une part toujours croissante de l'emploi salarié total (43%).

Moins connu statistiquement, le phénomène est quasiment identique sur le champ de l'entrepreneuriat (40%), et la dimension grand-régionale globale y est même plus prononcée. Tandis que 47% des salariés en emploi, frontaliers ou résidents au Luxembourg, sont soit français, soit allemands, soit belges, ce taux est de 10 points supérieur sur le champ de l'entrepreneuriat.

Plus ou moins interdépendants de ce phénomène, d'autres liens économiques se tissent. Il en va ainsi des flux de revenu associés au travail frontalier, qu'il s'agisse des salaires ou des retraites. Plus de 500 millions d'euros de salaires sont versés chaque année à des frontaliers lorrains travaillant au Luxembourg. Selon le lieu de dépense de ces revenus (l'économie qui verse les salaires et les retraites acquises *versus* l'économie de résidence des frontaliers), l'impact global du travail frontalier peut en être significativement modifié. Ainsi, un enjeu pour l'économie luxembourgeoise est de pouvoir capter une partie de ce pouvoir d'achat, au-delà des seules dépenses contraintes (restauration des salariés à midi, etc.).

Par ailleurs, le mode de développement de l'économie résidentielle se complexifie du fait du travail frontalier «adoptif» ou «atypique», phénomène désignant qu'un actif change de région de résidence mais continue à travailler dans sa région d'origine. Ainsi, parmi les 64 000 frontaliers lorrains vers le Grand-Duché, 5 400 ne sont pas de nationalité française mais sont allemands ou luxembourgeois.

Vivre dans la Grande-Région

De plus, ces habitudes de franchissement de frontière ne se cantonnent pas à la sphère pro-

fessionnelle. De nombreux citoyens européens vivent en dehors de leur pays d'origine. En Lorraine, à l'exception des citoyens italiens ayant immigré de plus longue date, les principaux contingents européens proviennent actuellement de la Grande-Région. Les effectifs de citoyens allemands et belges ont progressé considérablement depuis 1990, après un recul enregistré pendant la période précédente, pour s'établir à 14 100 et 5 000 respectivement en 2005. Du fait d'une chute plus marquée entre 1968 et 1990, le nombre de citoyens luxembourgeois atteint les 2 100 unités, soit guère plus qu'en début de période. Et il faut ajouter ceux qui, outre la résidence, ont opté pour la nationalité française, à savoir 7 500 personnes allemandes de naissance, 1 800 belges et 1 000 luxembourgeoises.

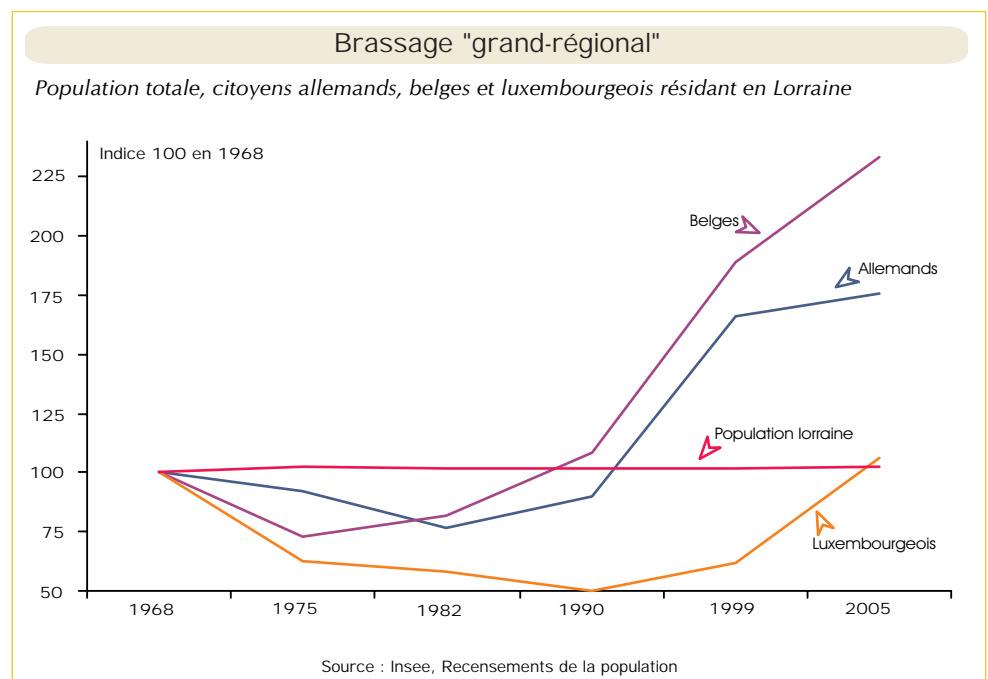
L'implantation des résidences secondaires révèle un tropisme grand-régional manifeste. Plus de 20% du parc total de ces résidences en Moselle sont détenus par des non-résidents, contre 10% au niveau national. En première position, les résidents allemands détiennent près des trois quarts des résidences secondaires «étrangères» en Lorraine, tandis que les Belges et Luxembourgeois se situent en troisième et cinquième positions respectivement.

Un modèle économique soutenable ?

Les projections concernant le marché du travail luxembourgeois laissent augurer une poursuite du phénomène frontalier et des flux résidentiels. À l'horizon 2020, le Grand-Duché pourra attirer selon un scénario retenu plus de 180 000 travailleurs frontaliers, soit 44% de l'emploi salarié intérieur contre 43% actuellement. Cette perspective de recours continu et massif à une main-d'œuvre extérieure soulèvera un certain nombre de difficultés.

Au Luxembourg, la présence d'actifs nationaux moins bien formés et plus exigeants au niveau salarial sera source d'un chômage intérieur et de risques sur la cohésion sociale. D'autant plus que cette concurrence portera aussi sur les logements disponibles. De l'autre côté des frontières, ces mêmes pressions immobilières s'accompagneront cette fois de tensions sur la main-d'œuvre qualifiée de certains secteurs.

Le développement quantitatif et qualitatif des besoins en main-d'œuvre du Luxembourg étendra vraisemblablement d'une part l'emprise territoriale du travail frontalier, d'autre part la variété et la qualité des qualifications requises. Il lancera un défi au système de formation



Savoir plus :

- «*Vingt-cinq ans d'évolutions régionales*», Planning Paper 104, Bureau fédéral du Plan - Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse - Studiedienst van de Vlaamse Regering - Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, Avril 2008.

- «*Les résidences secondaires dont le propriétaire ne réside pas en France*», Direction du Tourisme, Novembre 2007.

- «*Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007*», Rapport d'évaluation préliminaire.

- «*L'économie luxembourgeoise, un kaléidoscope 2006*», Statec, Octobre 2007.

- «*Regards sur l'économie allemande n° 81*», CIRAC, mai 2007.

et en particulier à l'enseignement supérieur lorrain. L'exigence accrue de mobilité se heurtera alors à des contraintes matérielles telles que le coût croissant de l'énergie et l'engorgement des moyens de transport, ainsi qu'au vieillissement inéluctable des salariés concernés.

Sans être exhaustif sur les probables effets collatéraux du travail frontalier, il apparaît que la soutenabilité de ce modèle économique nécessitera l'articulation et la mutualisation de moyens de formation initiale et professionnelle, des politiques foncières et de transport rationalisant les déplacements domicile-travail, etc.

Le sentiment d'appartenance à la Grande-Région

La construction d'une culture commune est essentielle au sentiment d'appartenance à la Grande-Région que veut développer la présidence luxembourgeoise. L'événement «Luxembourg et Grande-Région, Capitale européenne de la Culture 2007» a été un outil visant à forger des compétences culturelles et interculturelles partagées. Il a donné lieu à au moins 3,3 millions de

visites au Luxembourg, dont 90% originaires de la Grande-Région. Si près de quatre adultes luxembourgeois sur dix ont assisté à au moins une des manifestations du programme 2007, c'est le cas de deux adultes sur dix parmi ceux résidant dans les quatre autres régions du territoire.

De telles manifestations contribuent à ancrer encore davantage la réalité d'un tourisme transfrontalier. Vu de Lorraine, la hiérarchie des flux touristiques diffère sensiblement de celle observée au niveau de la France métropolitaine. Alors que les touristes allemands et belges arrivent respectivement en troisième et sixième positions des nuitées au niveau national, ils occupent les deux premières places en Lorraine en 2006. Notre région accueille ainsi 3,2% des nuitées de touristes belges et 2,2% des nuitées allemandes, contre 1,0% de l'ensemble des nuitées étrangères. Symétriquement, la clientèle française est la première dans le Land de Sarre.

■ Gérard MOREAU

Ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Emploi

Insee

**Institut National de la Statistique
et des Études Économiques**

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot

CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS

Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA

Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIAL ET

RELATIONS MÉDIAS

Jacqueline FINEL

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

SECRÉTARIAT DE FABRICATION

MISE EN PAGE - COMPOSITION

Marie-Thérèse CAMPITROUS

Marie-Odile LAFONTAINE

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2008

Coopération statistique dans la Grande-Région

Parmi les coopérations qui émaillent la Grande-Région, celle des offices statistiques dure depuis plus de 30 années. À l'initiative de la commission Saar-Lor-Lux, cette coopération a été initiée en 1974. Plusieurs objectifs ont été poursuivis dès l'origine : établir des statistiques des travailleurs frontaliers, réaliser un bilan économique de la Grande-Région, réunir des statistiques conjoncturelles, etc. Pour répondre à ce cahier des charges, plusieurs éditions successives d'un annuaire statistique commun ont été publiées depuis 1992, au fur et à mesure desquelles des nouvelles thématiques ont été introduites.

Afin de moderniser et de rationaliser les méthodes de travail, deux options ont été suivies. D'une part, le groupe de statisticiens, composé des offices de la Lorraine, du Luxembourg, de la Wallonie, de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, a mis au point une base de données

qui consolide les efforts de collecte et d'harmonisation des années écoulées. D'autre part, l'ensemble de ces données ont été mises à disposition du grand public sur le portail statistique de la Grande-Région (www.grande-region.lu) dans le cadre d'un projet européen Interreg. Ce portail, actualisé en continu depuis sa naissance en fin 2006, fournit gratuitement de nombreuses statistiques, dont des séries longues et des métadonnées associées, en allemand et en français.

Actuellement, une autre étape de cette coopération s'ouvre avec pour objectif d'enrichir encore le visage statistique et la connaissance commune de la Grande-Région. À travers une approche thématique, des efforts de construction et d'harmonisation seront entrepris afin de fournir des indicateurs pertinents rendant compte du fonctionnement et du développement économique de ce territoire.